

## « Exprimer la conscience d'un peuple » : le réseau des revues intellectuelles de droite et la question de l'indépendance nationale du Québec (1957-1968)

Jean-Philippe Carlos

Volume 15, numéro 2, printemps 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1036182ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1036182ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (imprimé)

1927-9299 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Carlos, J.-P. (2015). « Exprimer la conscience d'un peuple » : le réseau des revues intellectuelles de droite et la question de l'indépendance nationale du Québec (1957-1968). *Mens*, 15(2), 7–47. <https://doi.org/10.7202/1036182ar>

Résumé de l'article

Dans cet article, nous étudions les rapports qu'entretiennent les revues d'idées de droite des années 1950 et 1960 avec la question de l'indépendance du Québec. Face aux différents événements sociopolitiques qui affectent la province durant cette période ainsi qu'en réaction à la médiatisation croissante d'un nationalisme décolonisateur associé à la gauche, le discours des forces nationalistes de droite tend à se rapprocher graduellement de l'option indépendantiste, surtout au cours de la décennie 1960. En étudiant l'évolution idéologique et la (re)structuration de ce réseau, nous montrons de quelle manière la droite intellectuelle a été amenée à prendre position en faveur de l'indépendance nationale du Québec, entre la fondation de l'Alliance laurienne (1957) et celle du Parti québécois (1968).

# **« Exprimer la conscience d'un peuple » : le réseau des revues intellectuelles de droite et la question de l'indépendance nationale du Québec (1957-1968)<sup>1</sup>**

Jean-Philippe Carlos  
Université de Sherbrooke

## **Résumé**

Dans cet article, nous étudions les rapports qu'entretiennent les revues d'idées de droite des années 1950 et 1960 avec la question de l'indépendance du Québec. Face aux différents événements sociopolitiques qui affectent la province durant cette période ainsi qu'en réaction à la médiatisation croissante d'un nationalisme décolonisateur associé à la gauche, le discours des forces nationalistes de droite tend à se rapprocher graduellement de l'option indépendantiste, surtout au cours de la décennie 1960. En étudiant l'évolution idéologique et la (re)structuration de ce réseau, nous montrons de quelle manière la droite intellectuelle a été amenée à prendre position en faveur de l'indépendance nationale du Québec, entre la fondation de l'Alliance laurentienne (1957) et celle du Parti québécois (1968).

---

<sup>1</sup> Citation tirée de l'article de François Aquin, « Exprimer la conscience d'un peuple », *L'Action nationale*, vol. LVII, n° 5 (janvier 1968), p. 505-508. Nous tenons à remercier les évaluateurs anonymes et l'équipe de la revue *Mens* pour leur correction attentive et leurs judicieux conseils, qui ont grandement enrichi la qualité de notre article.

## **Abstract**

*In this article, we examine the relationship between the right-wing intellectual journals of the 1950s and 1960s and the idea of Quebec independence. As a result of various events that affected the province during this period and also in response to the increasing mediatisation of left-wing calls for decolonisation, the discourse of right-wing nationalism warmed to the idea of independence, especially in the 1960s. By studying the right's ideological evolution and the restructuring of its networks, we illustrate the manner in which the intellectual right came to take a favourable stance on Quebec independence, from the founding of the Alliance laurentienne in 1957 to the 1968 creation of the Parti québécois.*

Les débuts du mouvement indépendantiste québécois contemporain ont surtout été étudiés à partir de ses manifestations les plus connues et les plus radicales. Dans cette perspective, peu d'auteurs se sont intéressés aux rapports qu'a entretenus le réseau de la droite intellectuelle de la fin des années 1950 et des années 1960 avec l'option indépendantiste. Composé à la fois de nationalistes conservateurs, réformistes, traditionalistes et séparatistes, le réseau a entretenu des liens complexes et souvent ambigus avec l'idéal indépendantiste. Moins radicaux et plus discrets que leurs vis-à-vis gauchistes de la Révolution tranquille, les intellectuels associés à la droite ont toutefois joué un rôle crucial dans l'évolution du mouvement indépendantiste québécois.

Cette étude vise à mettre en lumière l'évolution structurelle et idéologique du réseau intellectuel de droite, entre 1957 et 1968, et sa position sur la question de l'indépendance nationale du Québec. Dans cette optique, nous avons privilégié les publications à caractère nationaliste de droite actives durant la période mentionnée<sup>2</sup>. Les

---

<sup>2</sup> Nous avons étudié les périodiques suivants : *L'Action nationale*, *Laurentie*, *Tradition et progrès*, *Les Cahiers de Nouvelle-France*, *Nouvelle-France*, *Nation nouvelle*, *Le Républicain* et *La Nation*. Il est important de noter que seuls les périodiques

concepts de nationalisme, d'indépendantisme et de « droite » nous ont servi à structurer notre cadre théorique, qui s'inscrit dans une perspective d'histoire intellectuelle<sup>3</sup>. Selon les historiens Alan Bullock et Steve Reilly, le nationalisme se définit comme suit : « *The feeling of belonging to a group united by common racial, linguistic and historical ties, and usually identified with a particular territory* », mais aussi comme « *a corresponding ideology which exalts the Nation-State as the ideal form of political organization with an overriding claim on the loyalty of its citizen*<sup>4</sup> ». Or il importe de noter que le nationalisme canadien-français de la période étudiée évolue de manière significative entre les années 1950 et 1960. De nature essentiellement culturelle au début de la décennie, le nationalisme prend une tangente politique à la fin des années 1950. De plus, l'indépendantisme est une branche distincte du nationalisme québécois, configurée selon un degré d'attachement encore plus marqué à l'idéal d'un État national indépendant. Cette idéologie peut être empruntée tant par la gauche que par la droite, puisque le concept d'État indépendant n'est pas rattaché à une allégeance politique particulière. Dans le cadre du réseau étudié, on peut parler d'un « nationalisme indépendantiste »,

---

Laurentie, *Le républicain* et *La Nation* revendiquent le statut de publications ouvertement indépendantistes.

<sup>3</sup> Étant donné le réseau étudié, nous croyons qu'il est nécessaire de revenir sur le rôle de l'intellectuel. Selon les historiens français Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, l'intellectuel est « un homme du culturel, créateur ou médiateur, mis en situation d'homme du politique, producteur ou consommateur d'idéologie. [...] il s'agira d'un statut, [...] transcendé par la volonté individuelle [...] et tourné vers un usage collectif ». De plus, selon Andrée Fortin, la fondation d'une revue est l'acte par excellence de l'action intellectuelle. De cette action découle un désir « d'insertion des intellectuels dans la cité », où ceux-ci deviennent des acteurs sociaux défendant une posture précise, souvent en rupture avec l'ordre établi. À voir dans Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986, p. 10 ; Andrée Fortin, *Passage de la modernité : les intellectuels québécois et leurs revues (1778-2004)*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1993, p. 19-22.

<sup>4</sup> Alan Bullock et Steve Reilly, « Nationalism », dans Alan Bullock et Stephen Trombley (dir.), *The Norton Dictionary of Modern Thought*, avec la collaboration de Alf Lawrie, nouv. éd., New York, W. W. Norton and Company, 1999, p. 561.

puisque la souveraineté politique de l'État québécois prime toute autre question<sup>5</sup>. Quant à la droite traditionaliste, nous nous référons à la définition qu'en a donné Xavier Gélinas, qui affirme que la droite canadienne-française des années 1950 et 1960 défend des valeurs ancrées dans la tradition (famille, valeurs chrétiennes, primauté de la langue française, défense des droits des minorités françaises). Elle est généralement antiétatique, capitaliste ou corporatiste et nationaliste, car elle y voit la « preuve d'une continuité historique et [d'un] contrepoids à l'individualisme excessif et à l'abstraction universaliste d'une gauche jugée sans mémoire<sup>6</sup> ».

Or, pour comprendre les rapports complexes qu'entretient le réseau avec la question de l'indépendantisme, il est nécessaire, selon nous, d'étudier autant les publications nationalistes que celles qui se déclarent ouvertement indépendantistes. Ce n'est que de cette manière que nous pourrions bien comprendre l'émergence de ce positionnement en faveur de l'indépendance nationale de l'État québécois au sein des forces de droite. En effet, entre la fondation de l'Alliance laurentienne (1957) et celle du Parti québécois (1968), le réseau se transforme, se (re)structure et se (re)positionne de manière périodique et, somme toute, assez complexe. Afin d'expliquer cette transformation du réseau et son influence sur l'évolution du mouvement indépendantiste, nous basons notre démarche sur l'hypothèse suivante : divers événements sociopolitiques nationaux et internationaux, tels que les mouvements de décolonisation africains et asiatiques, la montée de la gauche socialiste et indépendantiste québécoise (*Parti pris*, *Socialisme*, FLQ, etc.), l'impression que le gouvernement Diefenbaker oppose une fin de non-recevoir à la « nouvelle question du Québec », les activités entourant les États généraux du Canada français et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le bicultural-

<sup>5</sup> Louis Balthazar, *Bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 1986, p. 67-77.

<sup>6</sup> Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2007, p. 27-30.

lisme (aussi connue sous le nom de commission Laurendeau-Dunton), amèneront une frange importante des forces de droite à prendre position en faveur de l'option séparatiste durant cette période. Or l'engagement militant de nombreux intellectuels au sein de ce réseau constitue un facteur fondamental dans l'évolution du nationalisme indépendantiste québécois entre les années 1950 et 1960, puisqu'un grand nombre de positions défendues par ses membres seront par la suite reprises par des partis politiques tels que le Parti québécois (PQ). Dans cette perspective, notre analyse s'inscrit dans le prolongement des travaux d'Éric Bédard, qui a notamment insisté sur l'importance des origines conservatrices du PQ<sup>7</sup>.

Notre étude est divisée en trois parties, précédées d'une section consacrée à l'analyse de l'historiographie. Dans la première partie, nous portons notre attention sur la période 1957-1961, durant laquelle le réseau est surtout dominé par *Laurentie*, l'organe de l'Alliance laurentienne. La deuxième partie est consacrée à la période 1962-1965, une époque mouvementée pendant laquelle de nombreux périodiques de droite cessent d'exister et où convergent les forces nationalistes et indépendantistes au sein de *L'Action nationale* et, dans une moindre mesure, au sein de *La Nation* et du *Républicain*. Enfin, la troisième partie porte sur la période 1966-1968, au moment où le réseau est amené à prendre position sur la question de l'indépendance, à la suite de la mise sur pied du Mouvement souveraineté-association (MSA) et du PQ, et des activités entourant la tenue des États généraux du Canada français.

## **L'indépendantisme de droite : une historiographie lacunaire**

La genèse du mouvement indépendantiste contemporain constitue un champ historiographique encore peu exploré par les historiens. Malgré le fait que plusieurs études ont été réalisées sur le Rassemble-

---

<sup>7</sup> Éric Bédard, « René Lévesque et l'alliance avec les "bleus" », dans Alexandre Stefanescu (dir.), *René Lévesque : mythes et réalités*, Montréal, VLB éditeur, 2008, p. 147-159.

ment pour l'indépendance nationale (RIN), le Front de libération du Québec (FLQ), la revue *Parti pris* ou le PQ, plusieurs facettes de cette histoire demeurent encore méconnues. L'histoire socio-intellectuelle de ce mouvement constitue un exemple notable de ce phénomène, comme en témoigne le peu d'études consacrées aux réseaux des principaux groupes indépendantistes d'après-guerre. Comme le souligne Mathieu Lapointe, les spécialistes se sont surtout intéressés aux figures les plus emblématiques et aux ailes les plus radicales de ce mouvement<sup>8</sup>.

Dans ce contexte, ce sont surtout les groupes associés à la gauche indépendantiste qui ont été étudiés ces dernières années. Plusieurs raisons expliquent ce phénomène, notamment le fait que la gauche indépendantiste des années 1960 tient un discours radical relativement homogène, centré sur les thèmes de la décolonisation et du socialisme, qui sont alors très répandus dans les mouvements contestataires et révolutionnaires du tiers monde<sup>9</sup>. Plus encore, les groupes associés à cette famille idéologique s'expriment de manière extrêmement soutenue et visible, donnant ainsi l'impression que le Québec des années 1960 est sur la voie de la révolution socialiste<sup>10</sup>. Toutefois, il est important de se rappeler que le FLQ n'a jamais compté plus de quelques centaines d'adhérents durant toute son existence et que *Parti pris* avait un tirage d'environ 3 500 exemplaires par numéro durant ses années de gloire<sup>11</sup>. Quant au RIN, il n'est pas inutile de

---

<sup>8</sup> Mathieu Lapointe, « Entre nationalisme et socialisme : Raoul Roy (1914-1996) et les origines d'un premier indépendantisme socialiste au Québec, 1935-1965 », *Mens : revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, vol. 8, n° 2 (printemps 2008), p. 281-283.

<sup>9</sup> À ce sujet, voir Sean Mills, *Contester l'Empire : pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*, traduit de l'anglais par Hélène Paré, Montréal, Hurtubise HMH, 2011.

<sup>10</sup> Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde : le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, Montréal, VLB éditeur, 2007.

<sup>11</sup> Stéphanie Angers et Gérard Fabre, *Échanges intellectuels entre la France et le Québec (1930-2000) : les réseaux de la revue Esprit avec La Relève, Cité libre, Parti pris et Possibles*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2004, p. 126.

rappeler que lors des élections provinciales de 1966, le parti dirigé par Pierre Bourgault n'a recueilli que 5,5 % des voix et n'a pas été en mesure de faire élire un seul député au Parlement provincial<sup>12</sup>. Pourtant, malgré ces constats, l'historiographie dominante a longtemps privilégié l'étude de ces mouvements au détriment des autres manifestations indépendantistes des décennies 1950 et 1960. Il est donc nécessaire de réévaluer l'importance relative de ces différents courants intellectuels et politiques dans l'évolution du mouvement indépendantiste.

L'examen de l'historiographie nous montre également que l'histoire de la droite indépendantiste a longtemps été négligée par les historiens. Plus encore, l'histoire des militants et des réseaux dans lesquels ils évoluent est généralement omise des différents récits. Selon les ouvrages consultés, les auteurs tentent de cerner les facteurs politiques qui ont favorisé la montée de l'indépendantisme québécois, en n'abordant que très sommairement l'historique des groupes qui ont fait partie de ce mouvement. Par exemple, William D. Coleman, dans son ouvrage *The Independence Movement in Quebec, 1945-1980*, ne consacre qu'une courte section aux militants et aux groupes qui s'intègrent au mouvement indépendantiste<sup>13</sup>. En outre, il traite en quelques lignes de l'idéologie de l'Alliance laurienne, le premier regroupement indépendantiste d'après-guerre, fondé en 1957 par des militants traditionalistes. Le même scénario se répète dans l'ouvrage de Léon Dion, *La révolution déroutée 1960-1976*<sup>14</sup>.

C'est surtout à travers le renouveau apporté par l'histoire intellectuelle, apparue au début des années 1990, que des chercheurs ont commencé à s'intéresser spécifiquement aux groupes de droite qui ont fait partie du mouvement indépendantiste d'après-guerre. Éric

---

<sup>12</sup> « Élections québécoises de 1966 », dans *Bilan du siècle*, sur le site Web de l'Université de Sherbrooke, [<http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pagesElections.jsp?annee=1966>] (1<sup>er</sup> mars 2015).

<sup>13</sup> William D. Coleman, *The Independence Movement in Quebec, 1945-1980*, Toronto, University of Toronto Press, 1984.

<sup>14</sup> Léon Dion, *La révolution déroutée 1960-1976*, Montréal, Éditions du Boréal, 1998.

Bouchard s'est notamment intéressé à l'Alliance laurentienne de Raymond Barbeau et à ses militants<sup>15</sup>. Jean-Marc Brunet s'est lui aussi intéressé à Raymond Barbeau, dans le cadre d'une biographie comportant de nombreux détails relatifs à l'idéologie traditionaliste et corporatiste du fondateur de l'Alliance laurentienne<sup>16</sup>. Mentionnons que Brunet a également rédigé une biographie de Marcel Chaput, un militant indépendantiste associé à la droite, actif au sein de l'Alliance laurentienne et qui a été président du RIN, en 1961 et 1962, et du Parti républicain du Québec, en 1962 et 1964<sup>17</sup>.

Plus récemment, Janie Normand s'est penchée sur l'histoire politique du Regroupement national et du Ralliement national, un parti actif sur la scène provinciale entre 1964 et 1968<sup>18</sup>. Éric Bédard s'est, pour sa part, intéressé au Ralliement national, en insistant sur l'importance stratégique de l'alliance des indépendantistes conservateurs du parti, dirigé par Gilles Grégoire, avec le MSA de René Lévesque<sup>19</sup>. Son étude permet de saisir les dynamiques qui ont mené à la coalition des forces indépendantistes et à la création du Parti québécois, à l'automne 1968. Xavier Gélinas s'est également penché sur l'histoire du Ralliement national et, en particulier, sur les caractéristiques du nationalisme ralliniste<sup>20</sup>. Mentionnons aussi l'ouvrage en deux tomes dirigé par Robert Comeau, Charles-Philippe Courtois et Denis Monière, *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois*,

---

<sup>15</sup> Éric Bouchard, *Raymond Barbeau et l'Alliance laurentienne : les ultras de l'indépendantisme québécois*, mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université de Montréal, 1997.

<sup>16</sup> Jean-Marc Brunet, *Le prophète solitaire : Raymond Barbeau et son époque*, Montréal, Ordre naturiste social de Saint-Marc l'Évangéliste, 2000.

<sup>17</sup> Jean-Marc Brunet, *Le patriote : Marcel Chaput et son époque*, Montréal, Ordre naturiste social de Saint-Marc l'Évangéliste, 2006.

<sup>18</sup> Janie Normand, *L'indépendance à droite : l'histoire politique du Regroupement national et du Ralliement national entre 1964 et 1968*, mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 2010.

<sup>19</sup> Bédard, « René Lévesque et l'alliance avec les "bleus" ».

<sup>20</sup> Xavier Gélinas, « René Jutras et le Ralliement national : un nationalisme de transition », dans Frédéric Boily (dir.), *D'une nation à l'autre : discours nationaux au Canada*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2011, p. 15-35.

qui se révèlent des compléments intéressants, puisqu'ils abordent l'idéologie de certains militants de droite qui ont été peu étudiés par l'historiographie<sup>21</sup>. Plus loin de nous, soulignons le mémoire de Mathieu Noël, qui retrace l'histoire du mouvement indépendantiste des années 1930, structuré autour des Jeunes-Canada et de la revue *La Nation* dirigée par Paul Bouchard<sup>22</sup>.

Néanmoins, devant l'absence d'études portant spécifiquement sur le réseau de la droite indépendantiste et son évolution, il est nécessaire de se tourner vers les ouvrages qui traitent du mouvement nationaliste canadien-français afin d'en tirer une meilleure compréhension. L'indépendantisme de droite émerge donc en partie des mouvements nationalistes au cours de la décennie 1950 et, surtout, durant la décennie 1960. La grande majorité des indépendantistes de cette période ont également milité au sein d'organisations nationalistes telles que la Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB), l'Ordre de Jacques-Cartier (OJC), la Ligue d'action nationale et le Centre d'information nationale (CIN). Au même moment, les revues *Les Cahiers de Nouvelle-France*, *Tradition et progrès* et *L'Action nationale* comptent aussi des collaborateurs sensibles à la cause de l'indépendance nationale dans leurs équipes éditoriales, même si ces périodiques ne s'affichent pas comme indépendantistes<sup>23</sup>.

Les ouvrages portant sur des regroupements de militants et d'intellectuels nationalistes permettent ainsi d'en apprendre davantage

---

<sup>21</sup> Robert Comeau, Charles-Philippe Courtois et Denis Monière (dir.), *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois*, t. I : 1834-1968, Montréal, VLB éditeur, 2010. Les idéologies de Raymond Barbeau, de Marcel Chaput et de René Juras sont notamment étudiées dans cet ouvrage.

<sup>22</sup> Mathieu Noël, *Lionel Groulx et le réseau indépendantiste québécois des années 1930*, Montréal, VLB éditeur, 2011. L'ouvrage de Noël constitue un exemple intéressant d'un courant historiographique axé sur l'étude de la structuration de réseaux et l'orientation idéologique d'un mouvement donné.

<sup>23</sup> Sylvie Renaud, *Cahiers de Nouvelle-France et Nouvelle-France : la droite catholique face à la Révolution tranquille, 1957-1964*, mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université de Montréal, 1993 ; Xavier Gélinas, *Tradition et progrès (1957-1962) : une révolution tranquille de droite ?*, mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université de Montréal, 1991, p. 59.

sur la genèse de l'indépendantisme de droite. C'est notamment le cas de l'ouvrage de Xavier Gélinas *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille*<sup>24</sup>. Selon l'auteur, le nationalisme a été la pierre angulaire du réseau de droite des années 1950, qui était composé d'une multitude d'acteurs issus essentiellement des milieux conservateurs et qui étaient liés par l'allégeance à cette idéologie. L'ouvrage de Pascale Ryan *Penser la nation : la Ligue d'action nationale, 1917-1960* représente lui aussi un jalon important dans l'histoire de l'évolution du nationalisme canadien-français<sup>25</sup>. En fondant son approche sur l'étude du réseau de la Ligue d'action nationale et de sa revue, Ryan arrive à reconstituer la chronologie de ce mouvement intellectuel, qui a eu une importance significative dans la formulation et la redéfinition du nationalisme québécois moderne. Plusieurs militants indépendantistes des années 1960, associés à la gauche comme à la droite, reprendront dans leur discours des notions liées au néonationalisme<sup>26</sup>. Enfin, il est important de mentionner les travaux de Pierre Trépanier, qui a rédigé de nombreux articles ayant pour thème l'histoire de la droite nationaliste canadienne-française<sup>27</sup>. Toutefois, ces études, à l'exception de celle de Gélinas, se concentrent surtout sur la période antérieure à la Révolution tranquille ou à ses tout débuts.

<sup>24</sup> Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*. Plusieurs de ces acteurs étaient sensibles aux idéaux politiques de l'indépendantisme. Des personnages majeurs, comme Robert Rumilly, ont notamment été attirés par cette option politique dans la seconde moitié des années 1950.

<sup>25</sup> Pascale Ryan, *Penser la nation : la Ligue d'action nationale, 1917-1960*, Montréal, Leméac éditeur, 2006.

<sup>26</sup> Fortin, *Passage de la modernité*, p. 153-157. Les écrits des intellectuels de *Parti pris* sont teintés de références (volontaires ou involontaires) aux théories néonationalistes. Entre autres, les partipristes traitent abondamment de l'infériorité économique des Canadiens français, de l'emprise néfaste et disproportionnée du clergé sur la société québécoise ainsi que de l'effet traumatique de la Conquête.

<sup>27</sup> Parmi les travaux de Pierre Trépanier, notons les suivants : « Robert Rumilly et la fondation du Centre d'information nationale (1956) », *Les Cahiers des dix*, n° 44 (1989), p. 231-254 ; « Notes pour une histoire des droites intellectuelles canadiennes-françaises à travers leurs principaux représentants (1770-1970) », *Les Cahiers des dix*, n° 48 (1993), p. 119-164 ; « Quel corporatisme ? (1820-1965) », *Les Cahiers des dix*, n° 49 (1994), p. 159-212.

Enfin, les nombreuses revues d'idées des années 1950 et 1960 ont, elles aussi, été peu étudiées dans la perspective de l'histoire du mouvement indépendantiste. À l'exception de la revue *Parti pris*, peu de travaux ont été consacrés à la reconstitution du réseau des revues indépendantistes, qui a pourtant représenté l'une des sphères les plus actives de ce mouvement<sup>28</sup>. Pour ce qui est de la droite, l'historiographie a négligé l'étude de l'évolution du réseau et de son idéologie dans différentes publications qui ont eu une influence majeure sur l'évolution du nationalisme indépendantiste<sup>29</sup>. En privilégiant les mouvements associés à la gauche, les spécialistes ont laissé de côté une part importante de l'histoire de l'indépendantisme, un idéal qui a été partagé autant par des militants conservateurs que par les socialistes entre les années 1950 et 1970.

Ainsi, l'analyse de l'historiographie nous montre bien que ce n'est qu'en combinant différentes études que l'on parvient à comprendre, en partie, les débuts de l'histoire du mouvement indépendantiste contemporain. L'évolution du réseau de droite et ses rapports à l'indépendantisme demeurent également très peu analysés, comme en témoigne le faible nombre d'études qui ont été consacrées à cet aspect de l'histoire de la droite intellectuelle. C'est donc cette carence

---

<sup>28</sup> Voir, notamment, Robert Major, *Parti pris : idéologies et littérature*, LaSalle, Hurtubise HMH, 1979; Lise Gauvin, « *Parti pris* » littéraire, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1975; Angers et Fabre, *Échanges intellectuels entre la France et le Québec (1930-2000)*; Nicole Laurin, « Genèse de la sociologie marxiste au Québec », *Sociologie et sociétés*, vol. 37, n° 2 (automne 2005), p. 183-207; Marc Angenot et Tanka Gagné Tremblay, « De *Socialisme 64* à *Socialisme québécois* ou l'invention du marxisme au Québec », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n° 1 (2011), p. 139-157; Jean-Philippe Carlos, « Les intellectuels québécois à l'heure de la décolonisation : le cas de *La Revue socialiste* (1959-1965) », *Revue d'histoire de l'Université de Sherbrooke*, vol. 7, n° 2 (2015), [En ligne], [[http://rhus.association.usherbrooke.ca/?page\\_id=1481](http://rhus.association.usherbrooke.ca/?page_id=1481)]; Fortin, *Passage de la modernité*.

<sup>29</sup> Les spécialistes ont surtout étudié les différentes revues à titre individuel et, dans la plupart des cas, la question de l'indépendantisme est abordée de manière très sommaire.

historiographique qui nous a amené à nous pencher sur cette page de l'histoire de l'indépendantisme.

### **Entre nationalisme et indépendantisme (1957 et 1961)**

Les forces nationalistes de droite sont très présentes au Québec à la fin des années 1950. Propulsés par la victoire de Maurice Duplessis aux élections de 1956, les nationalistes conservateurs occupent un espace médiatique relativement plus important que celui réservé aux forces progressistes qui, durant la même période, se font plus discrètes. Majoritairement associés au courant traditionaliste, les intellectuels droitistes de cette période ont joué un rôle majeur dans la structuration et l'évolution du nationalisme et de l'indépendantisme<sup>30</sup>. Cette période voit également apparaître le premier regroupement et la première revue indépendantiste d'après-guerre : l'Alliance laurentienne et son organe de presse, la revue *Laurentie*.

Constituant un carrefour majeur des forces nationalistes depuis la fondation de *L'Action française* en 1917, *L'Action nationale* a toujours été à l'avant-plan en ce qui concerne la défense des droits des Canadiens français. Néanmoins, sous le règne du directeur Pierre Laporte (1954-1959), l'organe de la Ligue d'action nationale devient un terrain d'affrontement idéologique entre deux camps : les néo-nationalistes, qui sont favorables à une redéfinition et à une modernisation des fondements du nationalisme canadien-français ; et les traditionalistes, qui préféreraient plutôt que le nationalisme conserve ses valeurs d'origine<sup>31</sup>. D'abord privée et limitée aux enceintes de la Ligue, cette querelle devient publique à partir de 1957 et prend des proportions démesurées, ce qui affecte grandement la stabilité de la revue<sup>32</sup>. Cette situation provoque également la désertion de plusieurs

<sup>30</sup> Ils s'expriment notamment dans les revues *L'Action nationale*, *Les Cahiers de Nouvelle-France*, *Tradition et progrès*, *Notre Temps*, *Maintenant* et *Relations*.

<sup>31</sup> Ryan, *Penser la nation*, chapitre IV, « Aller à droite ou aller à gauche », p. 227-297.

<sup>32</sup> Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, p. 126. On assiste alors à une chute du nombre d'abonnements, qui passe de 5 000 en 1955 à 400 au milieu de l'année 1959, ce qui entraîne des pertes financières et plusieurs retards dans la publication des numéros.

membres de la Ligue, dont certains fonderont des revues d'orientation traditionaliste et groulxiste en réponse à « l'orientation gauchiste » de *L'Action nationale*<sup>33</sup>. Ce n'est qu'avec la démission de Pierre Laporte et l'arrivée de François-Albert Angers à titre de directeur de la revue à l'été 1959 que celle-ci revient à ses positions d'antan, un facteur qui fera remonter le nombre d'abonnés à des niveaux acceptables, surtout à partir de 1961<sup>34</sup>.

Durant cette période, *L'Action nationale* est encore en faveur du fédéralisme canadien, bien qu'elle réclame un statut particulier pour le Québec<sup>35</sup>. Les principaux animateurs de la revue sont, pour la plupart, des vétérans des luttes nationalistes, et la majorité d'entre eux sont membres de la Ligue d'action nationale depuis plusieurs années, voire plusieurs décennies<sup>36</sup>. Parmi eux, les plus importants sont : François-Albert Angers (1909-2003), Patrick Allen (1909-1996), Anatole Vanier (1887-1985), Rodolphe Laplante (1903-1972), Dominique Beaudin (1905-?) et Paul-Émile Gingras (1917-1997). L'aile néonationaliste de la revue est, quant à elle, représentée principalement par l'écrivain et journaliste Jean-Marc Léger (1927-2011), le journaliste et romancier Pierre de Grandpré (1920-), le traducteur et futur membre fondateur du RIN Jacques V. Poisson (1917-2002)

---

<sup>33</sup> Ryan, *Penser la nation*, p. 274-278. C'est dans ce contexte que seront mises sur pied les revues suivantes : *Les Cahiers de Nouvelle-France*, *Tradition et progrès* et, dans une moindre mesure, *Laurentie*.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 289-292.

<sup>35</sup> Dans le contexte québécois de la fin des années 1950, le statut particulier est lié à la volonté qu'Ottawa reconnaisse les particularités sociologiques et politiques du Québec au sein de la fédération canadienne. On considère alors que les Canadiens français constituent une nation distincte qui se doit d'être reconnue au même titre que la nation canadienne-anglaise, afin qu'elle puisse se développer de manière optimale. Les revendications relatives au statut particulier portent également sur la nécessité de rapatrier des champs de compétence au niveau provincial, dans une perspective de décentralisation des pouvoirs, qui peut être associée à une forme d'autonomisme.

<sup>36</sup> Résultats obtenus grâce au dépouillement des numéros de *L'Action nationale*.

et, dans une moindre mesure, le rédacteur en chef du *Devoir*, André Laurendeau (1912-1968)<sup>37</sup>.

De surcroît, l'analyse des textes parus durant cette période nous montre que les collaborateurs de *L'Action nationale* sont encore réticents à l'idée d'appuyer l'option indépendantiste. Cela s'explique en bonne partie par le fait que les animateurs de la revue sont, pour la plupart, des nationalistes traditionalistes qui ne sont pas encore convaincus de la nécessité de mettre fin au lien politique entre le Québec et Ottawa<sup>38</sup>. Les conséquences économiques de la séparation du Québec constituent, en fait, la principale crainte des nationalistes canadiens-français de la fin de la décennie 1950<sup>39</sup>.

Comme nous l'avons mentionné, *L'Action nationale* revendique un statut particulier pour le Québec à la fin des années 1950 et au début des années 1960<sup>40</sup>. Ses animateurs considèrent ce statut comme le minimum vital pour permettre aux Canadiens français de s'épanouir dans la fédération canadienne. Néanmoins, ouverte aux discussions et aux opinions diverses, la revue publie durant cette période des textes qui tentent de démystifier l'option indépendantiste<sup>41</sup>. Des

<sup>37</sup> Associés à la mouvance néonationaliste, ceux-ci seront l'objet de critiques véhémentes de la part de la frange plus traditionaliste de la Ligue. Le fait que ces derniers fassent partie du même groupe d'âge nous pousse à croire qu'il s'agit peut-être là d'un effet de génération.

<sup>38</sup> Ryan, *Penser la nation*, p. 283. Selon l'auteure, trois éléments essentiels définissent le nationalisme « traditionaliste » canadien-français : « le concept d'autonomie provinciale, le principe d'État français ainsi que l'attachement à la tradition catholique comme fondement de la culture canadienne-française et comme source de philosophie politique et sociale. »

<sup>39</sup> La Direction, « Le séparatisme, une mesure inopportune et dangereuse », *Nouvelle-France*, n° 23-24 (1964), p. 93.

<sup>40</sup> *L'Action nationale*, « Éditorial : C'est le temps ou jamais de prendre l'initiative », *L'Action nationale*, vol. XLVI, n° 5-6 (janvier-février 1957), p. 339-342 ; Le directeur [Pierre Laporte], « Éditorial : Autonomie : ne lâchons pas », *L'Action nationale*, vol. XLVII, n° 4-5 (décembre 1957-janvier 1958), p. 349-350 ; Jean-Marc Léger, « Sus à l'autonomie, ou... Quand l'impatience risque de se transformer en trahison », *L'Action nationale*, vol. XLVII, n° 4-5 (décembre 1957-janvier 1958), p. 376-386.

<sup>41</sup> Alexandre Séguin, « Faut-il quitter la Confédération? Le nationalisme sur l'échiquier mondial », *L'Action nationale*, vol. XLVII, n° 3 (novembre 1957), p. 305-318 ; Jacques Des Ormeaux, « Pour une constitution du Québec », *L'Action*

animateurs de la revue appuieront également cette option, à mots couverts. Jean-Marc Léger, en 1961, avance qu'« il n'y a pas d'avenir pour le Québec dans la Fédération » et que « l'État provincial est le seul instrument d'action politique, économique et culturelle des Canadiens français [...] il lui appartient de devenir le moyen exaltant de notre libération<sup>42</sup> ». Cette citation est annonciatrice de la position que défendra la revue à partir de la fin des années 1960.

En réponse à « l'orientation gauchiste » empruntée par le camp néonationaliste de *L'Action nationale*, les prêtres Gustave Lamarche et Achille Larouche ainsi que le philosophe André Dagenais fondent la revue *Les Cahiers de Nouvelle-France* en 1957<sup>43</sup>. Très nationaliste et d'orientation traditionaliste, la revue se distingue par son attachement à la période de la Nouvelle-France ainsi que par son idéologie profondément ancrée dans les valeurs catholiques<sup>44</sup>. Son ton austère, sa propension à utiliser un langage empreint d'un catholicisme « mystique » ainsi que son mépris des courants réformistes la situent très à droite sur l'échelle politique et idéologique. Ses trois fondateurs, André Dagenais (1917-), Achille Larouche (1915-2006) et Gustave Lamarche (1895-1987), en sont les principaux animateurs<sup>45</sup>. Lamarche est celui qui signe le plus grand nombre d'articles, et ce, sous divers

---

*nationale*, vol. XLIX, n° 4 (décembre 1959), p. 279-284; Raymond Barbeau, « Des droits de l'homme et de la souveraineté du Québec », *L'Action nationale*, vol. L, n° 3 (novembre 1960), p. 278-291; Jacques Poisson, « Fin du régime colonial », *L'Action nationale*, vol. L, n° 6 (février 1961), p. 508-522.

<sup>42</sup> Jean-Marc Léger, « Y a-t-il un avenir politique pour le Canada français? », *L'Action nationale*, vol. LI, n° 1 (septembre 1961), p. 16-34.

<sup>43</sup> Renaud, *Cahiers de Nouvelle-France et Nouvelle-France*, p. 53-55. *Les Cahiers de Nouvelle-France* circulent essentiellement dans les milieux politiques conservateurs et dans les milieux ecclésiastiques.

<sup>44</sup> « Éditoriaux : Militons pour la trilogie unique : Dieu, Patrie, Famille », *Les Cahiers de Nouvelle-France*, n° 10 (mai-août 1957), p. 81.

<sup>45</sup> Résultats obtenus grâce au dépouillement des numéros des *Cahiers de Nouvelle-France*. Parmi les collaborateurs importants de la revue, on retrouve également l'écrivain et poète Roger Brien (1910-1999), le libraire et éditeur Albert Lévesque (1900-1979) et l'essayiste Victor Barbeau (1896-1995).

pseudonymes<sup>46</sup>. Cette stratégie lui permet notamment de publier des textes favorables à l'idée de l'indépendance du Québec, un principe qui va à l'encontre des idéaux défendus par ses compères<sup>47</sup>. À noter que la revue a un tirage d'environ 1 500 exemplaires par numéro et qu'elle est subventionnée par l'Union nationale.

Face à la situation politique du Québec dans la fédération canadienne, les animateurs des *Cahiers de Nouvelle-France* se positionnent en faveur du *statu quo*, car ils estiment que le Québec est fondamentalement souverain en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867<sup>48</sup>. Ses animateurs, à l'exception de Lamarche, considèrent que le Québec peut se développer favorablement dans le cadre confédératif et qu'il est prématuré de favoriser l'option séparatiste, qui demeure pour eux une avenue nébuleuse, comme le montre l'extrait suivant :

L'État québécois ne doit être dépendant de personne. [...] Et nous revendiquons la même indépendance pour chacun des neuf autres États de la Confédération canadienne. S'il y a quelque part une dépendance, elle existe de la part d'Ottawa à l'égard des provinces. Telle est l'histoire et tel est le droit. Les provinces ont délégué des pouvoirs (mineurs) à Ottawa ; elles ne les ont pas cédés ; elles pourraient les reprendre<sup>49</sup>.

Cet extrait témoigne d'une certaine méfiance à l'égard d'Ottawa, que l'on juge responsable de la montée potentielle d'un courant séparatiste en sol québécois. Pourtant, malgré ce discours, *Les Cahiers de*

<sup>46</sup> Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, p. 102-103. Parmi ces pseudonymes, notons, entre autres, Henri Rapidieu, l'Essarteur, Jean de Gascogne et Jean Decœur.

<sup>47</sup> Dans plusieurs articles, Larouche exprime des réserves face au séparatisme, qu'il associe à une mouvance gauchiste qui chercherait à effacer les traditions culturelles et historiques des Canadiens français.

<sup>48</sup> « *Les Cahiers de Nouvelle-France* veulent l'indépendance de la Nouvelle-France », *Les Cahiers de Nouvelle-France*, n° 6 (avril-juin 1958), p. 82-84 ; « Éditoriaux, *Les Cahiers de Nouvelle-France* sont indépendants », *Les Cahiers de Nouvelle-France*, n° 6 (avril-juin 1958), p. 81.

<sup>49</sup> *Ibid.*

*Nouvelle-France* demeurent fondamentalement attachés au lien fédéral durant toute leur existence. Ce positionnement n'empêche toutefois pas la revue de publier, entre 1957 et 1961, plus d'une dizaine de textes faisant l'apologie de l'indépendantisme<sup>50</sup>. Néanmoins, face à des querelles personnelles et idéologiques qui font rage entre Lamarche et Larouche, *Les Cahiers de Nouvelle-France* disparaissent en 1959<sup>51</sup>. Ses principaux animateurs fonderont par la suite les revues *Nouvelle-France* et *Nation nouvelle*, deux publications éphémères qui ne seront publiées qu'à quelques reprises seulement<sup>52</sup>. Seul Lamarche continuera à militer en faveur de l'indépendance nationale du Québec dans les années suivantes, notamment en s'impliquant dans la revue *Laurentie* ainsi que dans *La Nation*, à partir de 1964.

En réaction également aux « tendances gauchistes » de *L'Action nationale*, une autre revue de droite voit le jour au printemps 1957. *Tradition et progrès* est fondée et animée principalement par Albert Roy (1926-1963), un membre dynamique du Centre d'information nationale. Homme d'affaires d'origine modeste et ardent militant nationaliste, Roy signe 89 des 193 articles publiés dans tous les numéros de la revue, soit près de 50 % d'entre eux<sup>53</sup>. Il sera assisté jusqu'à la fin de 1958 de l'avocat Gaëtan Legault (1927-2004). Autonomiste, antigauchiste, attachée aux traditions culturelles canadiennes-françaises et militant en faveur d'un nationalisme ethnique, la revue *Tradition et progrès* accorde toutefois moins d'impor-

---

<sup>50</sup> Parmi eux, notons : Raymond Barbeau, « L'esprit national dans le Québec d'aujourd'hui », *Les Cahiers de Nouvelle-France*, n° 1 (janvier-mars 1957), p. 73-77 ; André Dagenais, « L'État libre du St-Laurent », *Les Cahiers de Nouvelle-France*, n° 2 (avril-juin 1957), p. 5-10 ; Auguste Benoit, « La domination d'Ottawa d'après le rapport Tremblay », *Les Cahiers de Nouvelle-France*, n° 3 (juillet-septembre 1957), p. 226-229 ; André D'Allemagne, « Un Québec indépendant », *Les Cahiers de Nouvelle-France*, n° 7 (juillet-septembre 1958), p. 221-225.

<sup>51</sup> À ce sujet, voir Gélinas, *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille*, p. 103-105.

<sup>52</sup> *Ibid.*

<sup>53</sup> Selon notre inventaire des numéros de *Tradition et progrès*. Néanmoins, la vitalité de la revue sera minée durablement en raison du faible nombre de collaborateurs qui soutiendront Roy dans sa démarche.

tance à la composante catholique que sa consœur *Les Cahiers de Nouvelle-France*. Financée en partie par l'Union nationale, *Tradition et progrès* est une publication trimestrielle dont le tirage moyen est de 1 500 exemplaires.

Quant à la question de l'indépendance du Québec, *Tradition et progrès* adopte une position qui la distingue des autres revues de l'époque. Ses animateurs promeuvent, notamment, une formule proche de celle des États associés, qui est en soi très près de l'indépendance totale<sup>54</sup>. Son directeur, Albert Roy, estime que le gouvernement fédéral doit adopter une politique de décentralisation afin de céder un grand nombre de pouvoirs aux provinces<sup>55</sup>. Le rapatriement de la plupart des domaines de compétence permettrait ainsi au Québec de se développer de manière optimale. En ce sens, on retrouve certains textes qui favorisent clairement l'option indépendantiste, une formule que l'on croit viable dans la mesure où Ottawa refuserait toute négociation de nature constitutionnelle<sup>56</sup>. La formule des États associés sera d'ailleurs très populaire au sein des regroupements nationalistes durant la décennie de 1960, notamment auprès des membres de la Ligue d'action nationale et du MSA de René Lévesque.

Malgré l'attrait suscité par la revue auprès des militants nationalistes de la fin des années 1950, très peu de collaborateurs contribuent à la rédaction des numéros de *Tradition et progrès*. Se retrouvant seul pour rédiger la majorité des textes, Albert Roy conclut, en 1962, une entente visant à fusionner la revue avec *L'Action nationale*. Il

---

<sup>54</sup> Albert Roy, « Les élections fédérales : fin d'une équivoque », *Tradition et progrès*, vol. 1, n° 3 (septembre-novembre 1957), p. 19-33; Paul Bouchard, « La centralisation fédérale et les réactions du Canada français », *Tradition et progrès*, vol. 2, n° 4 (automne 1959), p. 19-28.

<sup>55</sup> « Éditorial : L'heure de la reconquête », *Tradition et progrès*, vol. 1, n° 1 (mars 1957), p. 5.

<sup>56</sup> Gaëtan Legault, « L'État selon le rapport de la commission Tremblay », *Tradition et progrès*, vol. 4, n° 1 (hiver 1961), p. 26; Gaëtan Legault, « L'État », *Tradition et progrès*, vol. 4, n° 2 (printemps 1961), p. 23; Le Comité d'études de Tradition et progrès, « Principes de libération nationale », *Tradition et progrès*, vol. 3, n° 3 (été 1960), p. 10.

semblerait même que ce dernier se prédestinait à prendre la direction de l'organe de la Ligue d'action nationale, succédant ainsi à François-Albert Angers. Toutefois, ce scénario ne se réalisera jamais, puisque Roy périra dans un accident d'avion en novembre 1963<sup>57</sup>.

La première revue indépendantiste à voir le jour depuis la disparition du périodique *La Nation* de Paul Bouchard en 1938 est *Laurentie*, l'organe de presse de l'Alliance laurentienne dont le premier numéro paraît en mars 1957. D'orientation traditionaliste, corporatiste et s'affichant clairement en faveur de la séparation du Québec, *Laurentie* jouera un rôle important dans l'émergence et la médiatisation de l'option indépendantiste durant ses cinq années d'existence<sup>58</sup>. Plutôt marginale dans le contexte sociopolitique québécois de son époque, la publication de l'Alliance laurentienne reçoit toutefois les éloges de la majorité des revues nationalistes pour la qualité de ses textes et ses positions ancrées dans le traditionalisme<sup>59</sup>. Elle constitue d'ailleurs une tribune de choix pour les futurs dirigeants indépendantistes qui y écriront leurs premiers textes d'opinion, dont André D'Allemagne et Marcel Chaput, plus tard présidents du RIN.

*Laurentie* est aussi l'une des premières publications québécoises à adopter un discours empreint des idéaux de la décolonisation afin de légitimer son projet de créer la République de Laurentie<sup>60</sup>. Ses auteurs n'hésitent pas à condamner radicalement le système fédéral canadien, qui serait à l'origine de la plupart des « maux » de la nation

---

<sup>57</sup> Gélinas, *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille*, p. 126.

<sup>58</sup> Le tirage de *Laurentie* varie entre 1 000 et 3 000 exemplaires par numéro, un chiffre impressionnant pour une revue indépendantiste à la fin des années 1950 (André Beaulieu et al., *La presse québécoise des origines à nos jours*, t. 9 : 1955-1963, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1990, p. 70-71).

<sup>59</sup> Bouchard, *Raymond Barbeau et l'Alliance laurentienne*, p. 54.

<sup>60</sup> Voir, notamment, les articles suivants : Pierre Guilmette, « La fin du colonialisme », *Laurentie*, n° 106 (septembre 1959), p. 345-347 ; Gustave Lamarche, « L'abolition du colonialisme par l'État de Laurentie », *Laurentie*, n° 109 (novembre 1960), p. 475-480 ; Raymond Grenier, « L'aliénation nationale des Canadiens français », *Laurentie*, n° 109 (novembre 1960), p. 485-491 ; Raymond Barbeau, « Aliénés et aliénation », *Laurentie*, n° 110 (janvier 1961), p. 535-540 ; Raymond Barbeau, « Le colonialisme intellectuel », *Laurentie*, n° 112 (avril 1961), p. 640-645.

canadienne-française<sup>61</sup>. De par la nature de son discours, *Laurentie* a eu une influence médiatique plus marquée que les autres revues de droite qui lui sont contemporaines. Jusqu'à la fondation de *La Revue socialiste* en 1959 et du RIN en 1960, elle occupe la majeure partie de l'espace médiatique en ce qui a trait au militantisme indépendantiste<sup>62</sup>. Sa position tranchée et univoque en fait d'ailleurs un sujet de curiosité pour de nombreux médias de l'époque<sup>63</sup>.

C'est le directeur de l'Alliance laurentienne, Raymond Barbeau (1930-1992), qui se montre le plus actif et le plus influent quant à la ligne éditoriale de la revue<sup>64</sup>. Parmi les principaux animateurs et collaborateurs de *Laurentie*, on retrouve Pierre Grenier, étudiant en architecture à l'Université de Montréal et futur rédacteur en chef de la revue; Pierre Guilmette (1936-), secrétaire de l'Alliance laurentienne; André D'Allemagne (1929-2001), étudiant en linguistique à l'Université McGill et futur fondateur du RIN; le prêtre Gustave Lamarche (1895-1987), animateur des *Cahiers de Nouvelle-France*; et Séraphin Marion (1896-1983), historien et écrivain<sup>65</sup>.

Malgré ses succès initiaux, *Laurentie* subira les contrecoups des difficultés financières qui affectent l'Alliance laurentienne depuis le début de la décennie 1960. À l'image de Lionel Groulx, figure mythique à laquelle ses animateurs vouent une véritable admiration, l'Alliance aura beaucoup de difficulté à arrimer son discours aux réalités sociologiques et culturelles qui caractérisent le Québec de la

---

<sup>61</sup> Grenier, « L'aliénation nationale des Canadiens français ».

<sup>62</sup> Gélinas, *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille*, p. 113.

<sup>63</sup> Brunet, *Le prophète solitaire*, p. 208-210.

<sup>64</sup> Selon le dépouillement des numéros de *Laurentie*. Raymond Barbeau a notamment suivi une formation en lettres à l'Université de Paris au milieu des années 1950. C'est durant ce séjour d'études qu'il rencontrera Gustave Lamarche, qui le « convertira » à l'indépendantisme. Par la suite, Barbeau sera professeur de langues à l'École des hautes études commerciales et il s'intéressera également à la naturopathie.

<sup>65</sup> De plus, les animateurs de *Laurentie* sont, pour la plupart, nés au tournant des années 1930. Enfin, l'inventaire des numéros de la revue nous permet d'avancer que la très grande majorité de ses auteurs (environ 60 %) n'ont écrit qu'un seul article avant de s'éclipser.

Révolution tranquille. Cette difficulté d'adaptation mènera en partie à la fin des activités de *Laurentie* au terme de l'année 1962. Plusieurs éléments expliquent cet événement, mais il semble que l'attitude autoritaire de Raymond Barbeau ait contribué de manière significative à la disparition de l'Alliance laurentienne et de sa revue. Réticent à l'idée de réorienter le discours très conservateur de l'Alliance, Barbeau se forge au fil des années une réputation d'homme autoritaire et flegmatique<sup>66</sup>. Face à l'émergence de nouveaux regroupements indépendantistes plus « accueillants » tels que le RIN, un grand nombre d'anciens militants laurentiens quitteront le navire ultraconservateur mené par Barbeau. Miné par la maladie, ce dernier mettra fin à l'aventure laurentienne au début de l'année 1963<sup>67</sup>.

L'analyse nous montre donc que les publications de droite, à l'exception de *Laurentie*, demeurent réticentes à l'idée d'endosser l'option indépendantiste à la fin des années 1950. Réceptives aux principes de l'autodétermination et de l'émancipation collective soutenus par des personnages tels que Raymond Barbeau et André D'Allemagne, les revues de droite se définissent avant tout comme nationalistes. Toutefois, aucune de ces publications n'est diamétralement opposée à l'option séparatiste en soi, et leur positionnement se justifie d'abord par la crainte des conséquences qu'engendrerait une rupture complète avec le reste du Canada. De nature principalement économique, ces craintes se perçoivent très clairement dans des textes de personnages clés comme François-Albert Angers et Jean-Marc Léger, qui deviendront par la suite des militants indépendantistes, mais qui hésitent toujours à adopter une position claire sur cette question à la fin des années 1950<sup>68</sup>. Ce n'est qu'au courant de la

---

<sup>66</sup> Jean-Claude Labrecque [réalisateur], *Le RIN* [long métrage], Montréal, Les Productions Virage, 2002, 78 min.

<sup>67</sup> Brunet, *Le prophète solitaire*, p. 199-207.

<sup>68</sup> Ces hésitations se perçoivent notamment dans les articles suivants : Jean Genest, « Le duel Brunet-Barbeau », *L'Action nationale*, vol. XLIX, n° 5 (janvier 1960), p. 393-396 ; Jean-Marc Léger, « Nationalisme et progrès social : divorce ou fraternité? », *L'Action nationale*, vol. XLV, n° 5 (janvier 1956), p. 433-440 ; Jean-

décennie 1960 que les forces intellectuelles de droite commenceront à appuyer plus ouvertement l'idéal indépendantiste.

### **Le réseau au temps de la Révolution tranquille (1962-1965)**

La droite intellectuelle connaît une période de rayonnement à la fin des années 1950. Néanmoins, cette réalité se termine abruptement au début de la décennie 1960, au moment où la majorité des périodiques actifs durant la période précédente cessent d'exister. En effet, *Les Cahiers de Nouvelle-France*, *Nation nouvelle*, *Laurentie*, *Tradition et progrès* et *Nouvelle-France* disparaissent successivement entre 1960 et 1964. Le Centre d'information nationale, centre névralgique de la droite nationaliste des années duplessistes, cesse également ses activités en 1962.

Plusieurs éléments ont précipité ces disparitions multiples au début de la décennie 1960. Entre autres, l'élection des libéraux de Jean Lesage en 1960 a signifié l'arrêt des subventions de l'Union nationale accordées à un certain nombre de revues qui dépendaient fortement de cette source de revenus pour poursuivre leurs activités éditoriales. L'arrivée de François-Albert Angers à la tête de *L'Action nationale* en 1959 a également permis à l'organe de la Ligue d'action nationale de redevenir le centre de convergence des forces nationalistes. Enfin, le déclin relatif des forces intellectuelles de droite au début de la décennie 1960 n'est pas non plus étranger à la médiatisation et à l'attrait qu'exercent les groupes de gauche. Alors que *La Revue socialiste* a été la première publication de gauche à organiser son discours autour du nationalisme et du socialisme à partir de 1959, des publications telles que *L'Indépendance*, *Parti pris*, *Socialisme*, *Révolution québécoise* et *La Cognée* ont, quant à elles, poursuivi la théorisation de ce courant de pensée associé au socialisme décolonisateur. L'appropriation du (néo-)nationalisme par les forces de gauche est alors perçue de manière négative par les intellectuels de droite, qui craignent

---

Marc Léger, « La tâche souveraine : définir une politique du Canada français », *L'Action nationale*, vol. XLV, n° 8 (avril 1956), p. 708-716.

de voir cet idéal périlcliter entre les mains de jeunes révolutionnaires radicaux<sup>69</sup>. Enfin, la droite semble être prise de court face à la rapide évolution sociologique et politique que connaît le Québec durant la Révolution tranquille. La récupération du nationalisme par le gouvernement libéral de Jean Lesage ainsi que par de nombreux mouvements associés à la gauche affaiblit les forces traditionalistes, qui peinent à renouveler leur discours et à l'harmoniser aux nouvelles réalités des années 1960. C'est dans ce contexte mouvementé que certaines franges du réseau intellectuel de droite vont radicaliser leur nationalisme politique.

Toutefois, la situation de *L'Action nationale* contraste beaucoup avec les réalités vécues par les autres périodiques de droite au début des années 1960. À la suite de la nomination de François-Albert Angers à titre de directeur en 1959, la revue connaît un essor remarquable caractérisé par une hausse notable du nombre d'abonnés, par l'assainissement de ses finances ainsi que par une convivialité retrouvée au sein du comité de rédaction<sup>70</sup>. L'organe de la Ligue d'action nationale redevient ainsi le navire amiral de la droite nationaliste, une situation qui est également favorisée par la disparition de plusieurs périodiques au début des années 1960.

Entre 1962 et 1965, le discours de *L'Action nationale* se transforme progressivement en s'éloignant peu à peu des thèmes les plus conservateurs associés au nationalisme traditionaliste. En ce sens, la ligne éditoriale de la revue tend aussi à se rapprocher de l'indépendantisme, puisque c'est désormais la défense de la formule des États associés qui prime dans les chroniques. Sous la direction d'Angers, *L'Action nationale* adapte son argumentaire afin qu'il soit en phase avec les réalités économiques, sociales et culturelles du Québec de la Révolution tranquille. Les auteurs de la revue demeurent cependant prudents en ce qui concerne les idées formulées et propagées par les mouvements de décolonisation. En effet, durant les années 1960, la revue ne tiendra

<sup>69</sup> Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, p. 153.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 182-186.

jamais vraiment de discours ancré dans les théories anticolonialistes afin de défendre ses positions nationalistes. Il faut aussi noter que le comité de rédaction de la revue connaît des transformations. Les figures associées au courant néonationaliste, dont André Laurendeau, Pierre Laporte et Pierre de Grandpré, désertent les pages de la revue et cèdent leur place à de nouveaux collaborateurs<sup>71</sup>. Toutefois, l'analyse des différents numéros parus entre 1962 et 1965 montre que la vieille garde militante est toujours aux commandes de l'organe de la Ligue. En somme, bien que l'idéologie de la revue ne soit pas nécessairement partagée en tout point par ses collaborateurs, il n'en demeure pas moins que les temps de crise semblent définitivement révolus.

Les changements importants qui surviennent au Québec au début des années 1960, grâce, entre autres, aux politiques interventionnistes des libéraux de Jean Lesage, font dire à plusieurs que l'État québécois n'a aucunement besoin d'Ottawa pour se développer. Plusieurs auteurs de *L'Action nationale* jugent que le fédéralisme ne constitue pas un moteur de développement, mais plutôt un « carcan » qui s'oppose systématiquement aux différentes réformes entreprises par le gouvernement québécois<sup>72</sup>. Se référant, entre autres, aux conclusions du rapport Tremblay (qu'il a coécrit) ainsi qu'aux activités entourant la commission Laurendeau-Dunton, le directeur, François-Albert Angers, considère que le Québec ne saurait s'épanouir dans la fédération canadienne sans que celle-ci ne modifie profondément la nature de ses relations avec l'État québécois<sup>73</sup>. Cette citation, datée

<sup>71</sup> De l'aire néonationaliste, seul Jean-Marc Léger continuera à rédiger des articles pour le compte de *L'Action nationale*, et ce, de manière bien moins fréquente qu'à la fin des années 1950. Chez les nouveaux collaborateurs, le plus important est sans contredit André Major, l'un des fondateurs de *Parti pris*. Désillusionné face à l'option révolutionnaire prônée par ses anciens collègues partipristes, il deviendra le directeur de la section littéraire de *L'Action nationale*. Raymond Barbeau et Gustave Lamarche s'impliqueront également de manière importante.

<sup>72</sup> Le directeur [François-Albert Angers], « Éditorial : Au sextant de l'Action nationale : des États associés », *L'Action nationale*, vol. LIV, n° 1 (septembre 1964), p. 1-18.

<sup>73</sup> *Ibid.* ; Le directeur [François-Albert Angers], « Éditorial : La confiance est-elle encore possible? », *L'Action nationale*, vol. LIV, n° 9 (mai 1965), p. 845-851 ;

de 1964, témoigne du pessimisme que manifeste Angers à l'égard de la vision idyllique d'un Canada biculturel :

Il ne sert à rien de se le cacher, chaque jour qui passe et qui nous rapproche du centenaire de la Confédération tend à démontrer la validité de la thèse séparatiste : l'impossibilité d'en arriver dans le Canada à un véritable accord pour que Canadiens français et Canadiens anglais y vivent comme des partenaires réellement égaux et de véritables associés à une œuvre qui démontrerait au reste du monde comment deux races aussi opposées que la saxonne et la latine peuvent vivre en harmonie et édifier le grand-œuvre d'une civilisation biculturelle<sup>74</sup>.

C'est dans cette optique que *L'Action nationale* adopte, en septembre 1964, la formule des États associés, en tant qu'option politique nécessaire à l'autonomie et à l'épanouissement du Québec<sup>75</sup>. On cherche ainsi à reconfigurer les liens qui unissent les provinces à Ottawa, afin de décentraliser au maximum les politiques du gouvernement fédéral à leur égard. *L'Action nationale* fait ainsi un pas vers l'indépendantisme intégral, elle qui auparavant militait plutôt en faveur d'un statut particulier pour le Québec. Il est aussi important de noter que les auteurs de la revue favorisent cette option par crainte de voir les forces de gauche pervertir les différentes options politiques qui s'offrent à la nation québécoise<sup>76</sup>. En optant pour la formule des États associés, *L'Action nationale* s'assure ainsi de pouvoir éviter le piège du séparatisme radical, qui écarterait d'emblée certaines solutions face aux problèmes relatifs au fédéralisme canadien :

---

François-Albert Angers, « Les États associés, formule d'indépendance », *L'Action nationale*, vol. LIV, n° 10 (juin 1965), p. 959-976.

<sup>74</sup> François-Albert Angers, « Éditorial : À quand le biculturalisme? », *L'Action nationale*, vol. LIII, n° 6 (février 1964), p. 515.

<sup>75</sup> François-Albert Angers, « Éditorial : Au sextant de l'Action nationale : des États associés ». Selon l'auteur, le statut d'État associé définit le statut politique d'un État souverain, qui possède toutefois des liens privilégiés (généralement de nature économique ou militaire) avec un autre État.

<sup>76</sup> Angers, « Les États associés, formule d'indépendance », p. 973-974.

L'idée séparatiste, certes, aura joué un rôle important en galvanisant nos énergies par son extrémisme même, en fouettant notre fierté plus vigoureusement que des formules plus subtiles, inquiétant davantage le partenaire et le disposant mieux à considérer le problème de notre indépendance avec un certain sérieux. À s'y retrancher avec intransigeance cependant, nous risquerions de nous priver nous-mêmes d'une liberté importante, fondamentale : celle de pouvoir considérer calmement, objectivement, quitte à devoir conclure ensuite qu'il n'y a effectivement pas d'autres solutions possibles – toutes les données de notre problème et à en scruter avec lucidité toutes les avenues<sup>77</sup>.

L'option des États associés sera défendue par la revue jusqu'au moment où se termineront les travaux entourant les États généraux du Canada français. Puis, *L'Action nationale* se tournera progressivement vers l'option indépendantiste, suite aux résultats des consultations populaires tenues lors des assemblées de 1966, 1967 et 1968.

Une publication relativement obscure voit le jour au début de l'année 1963. *Le Républicain*, l'organe de presse du Parti républicain du Québec fondé par Marcel Chaput en décembre 1962, connaît une brève existence à l'hiver 1963<sup>78</sup>. Le journal sert surtout à diffuser l'idéologie indépendantiste et conservatrice du Parti républicain, mais il comporte également des sections consacrées aux éditoriaux et aux chroniques politiques. En fait, le Parti républicain du Québec serait en quelque sorte l'héritier de l'Alliance laurentienne, puisque le fondateur de l'Alliance, Raymond Barbeau, a mis fin à l'existence du mouvement de pression afin d'unir ses forces à celles du nouveau parti de Marcel Chaput au début de l'année 1963<sup>79</sup>. Les similarités idéologiques entre les deux groupes semblent d'ailleurs avoir grande-

---

<sup>77</sup> *Ibid.*

<sup>78</sup> Marcel Chaput a milité au sein de l'Alliance laurentienne à la fin des années 1950. Il s'est par la suite joint au RIN, dont il a été élu président en 1961 et 1962. Il a quitté le mouvement à la fin de l'année 1962, principalement en raison de son désaccord avec les positions laïques prônées par le RIN.

<sup>79</sup> Jean-François Nadeau, *Bourgault*, Montréal, Lux éditeur, 2007, p. 175.

ment favorisé cette alliance, puisque le Parti républicain et son journal véhiculent une idéologie ancrée dans le traditionalisme<sup>80</sup>. Barbeau sera l'un des principaux collaborateurs de la revue durant la courte existence de cette dernière. En ce sens, *Le Républicain* véhicule une forme d'indépendantisme de droite, qui s'appuie notamment sur les assises catholiques de la culture traditionnelle canadienne-française<sup>81</sup>. À l'instar de la revue *Laurentie*, l'organe du Parti républicain présente également des thèses empruntées à l'anticolonialisme, qui mettent l'accent sur la condition d'opprimés des Canadiens français du Québec depuis l'époque de la Conquête. Le principe du droit à l'autodétermination des peuples est notamment défendu afin de légitimer le projet de République indépendante du Québec<sup>82</sup>.

Malgré le dynamisme de son principal animateur, Marcel Chaput, le journal n'est publié qu'à quelques reprises et de manière irrégulière. Cette situation n'est pas étrangère aux problèmes financiers qui affligent le parti, qui croule sous les dettes après avoir acheté du temps d'antenne télévisuelle destiné à sa promotion. Acculé au pied du mur, Marcel Chaput est contraint de faire des grèves de la faim afin de financer les différentes activités du parti durant l'année 1963<sup>83</sup>. Ces méthodes excentriques de financement pousseront Raymond Barbeau à s'éloigner du Parti républicain<sup>84</sup>. À cause de ses nombreux problèmes d'endettement, Chaput doit mettre fin à l'existence de son organisation politique en janvier 1964. Par la suite, il retournera militer au sein du RIN et collaborera au journal du parti, *L'Indépendance*. Il y

---

<sup>80</sup> « Manifeste du Parti républicain du Québec », dans *Le Républicain*, vol. 1, n° 1 (février 1963), p. 2. Le manifeste du Parti républicain du Québec fait notamment mention de l'importance des valeurs spirituelles et humanistes dans l'histoire canadienne-française. La famille et l'entraide collective (en référence au coopératisme) constituent aussi des valeurs défendues par le Parti républicain et son organe de presse.

<sup>81</sup> *Ibid.*

<sup>82</sup> *Ibid.*

<sup>83</sup> Jean Côté, *Marcel Chaput, pionnier de l'indépendance*, Montréal, Québecor, 1979, p. 88-91.

<sup>84</sup> Brunet, *Le prophète solitaire*, p. 315.

tiendra une chronique hebdomadaire intitulée « La comédie canadienne », vouée à la satire de l'actualité politique. Certains militants issus du Parti républicain fonderont, quelques mois plus tard, le Front républicain pour l'indépendance, un parti où se retrouveront également d'anciens militants de l'Alliance laurentienne et de l'Alliance socialiste pour l'indépendance du Québec ainsi que des membres des Chevaliers de l'indépendance<sup>85</sup>. Basé à Hull, le parti connaîtra une existence éphémère<sup>86</sup>.

Le 27 septembre 1964, plusieurs membres dissidents du RIN mettent sur pied le Regroupement national, un parti politique indépendantiste d'orientation conservatrice issu de la région de l'Est-du-Québec<sup>87</sup>. Ceux-ci sont notamment rebutés par le discours laïciste et réformiste du nouveau président du RIN, Pierre Bourgault, ainsi que par l'incapacité chronique qu'ont les comités régionaux du parti à faire entendre leurs voix au comité central, situé dans la région de Montréal<sup>88</sup>. Formé autour du docteur René Jutras, un membre actif du RIN dans la région de Victoriaville, le Regroupement national défend des valeurs traditionalistes, un élément qui sera un gage de succès auprès de l'électorat « bleu », entre autres, chez les partisans très nationalistes de l'Union nationale. Il est également intéressant de noter que le comité éditorial de *La Nation* est majoritairement installé en région, un élément qui distingue le périodique des autres revues de droite qui sont, pour la plupart, établies dans la région de Montréal.

Parallèlement à ses activités politiques, le Regroupement national met sur pied son journal officiel, *La Nation*, en septembre 1964<sup>89</sup>.

---

<sup>85</sup> Bryan D. Palmer, *Canada's 1960's: The Ironies of Identity in a Rebellious Era*, Toronto, University of Toronto Press, 2009, p. 333. Les Chevaliers de l'indépendance constituent un regroupement militant mené par l'ancien boxeur Reggie Chartrand, qui est également membre du RIN.

<sup>86</sup> Beaulieu et al., *La presse québécoise des origines à nos jours*, t. 9 : 1955-1963, p. 276.

<sup>87</sup> Au sujet du Regroupement national et du Ralliement national, voir Normand, *L'indépendance à droite*.

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 43-44.

<sup>89</sup> Le nom du journal est un hommage au périodique du même nom lancé par Paul Bouchard dans les années 1930. Voir, à ce sujet, La rédaction, « Pour un esprit de

Organe de diffusion du parti, le journal sert également de tribune à ses membres. Globalement, les valeurs fondamentales du parti et de son journal sont hiérarchisées de la façon suivante : « Les droits de la personne humaine, la famille, la justice sociale, la démocratie chrétienne et la souveraineté de l'État québécois<sup>90</sup>. » À son apogée, entre 1965 et 1966, *La Nation* a un tirage impressionnant de 30 000 exemplaires par numéro et est publiée à raison de six livraisons par année<sup>91</sup>. Il est d'ailleurs important de noter qu'une bonne partie du lectorat du journal habite en région, un élément qui traduit la volonté du parti de s'implanter à l'extérieur de Montréal. Lucien Lessard, également membre dissident du RIN, est nommé rédacteur en chef et directeur de *La Nation* au début de l'année 1965. Sous sa gouverne, le journal accueille des textes qui font l'apologie de l'indépendantisme et qui dénoncent l'orientation gauchiste du mouvement séparatiste. En bref, *La Nation* récuse l'idée qu'il faille rompre totalement avec le passé et que l'État exerce un pouvoir accru sur la société, comme le prônait le RIN<sup>92</sup>. Ses valeurs ancrées dans la tradition lui assureront un succès relatif, notamment aux élections provinciales de 1966<sup>93</sup>. Signe des temps, certains collaborateurs du journal empruntent des arguments à l'anticolonialisme afin d'avaliser le projet indépendantiste,

---

continuité », *La Nation*, vol. 1, n° 1 (septembre 1964), p. 1. À propos de la revue *La Nation* des années 1930, voir Noël, *Lionel Groulx et le réseau indépendantiste québécois des années 1930*.

<sup>90</sup> Normand, *L'indépendance à droite*, p. 88.

<sup>91</sup> Beaulieu et al., *La presse québécoise des origines à nos jours*, t. 10 : 1964-1975, p. 77.

<sup>92</sup> La rédaction, « Pour un esprit de continuité » ; « Programme du Regroupement national », *La Nation*, vol. 1, n° 4 (avril 1965), p. 5 ; « Éditorial : Le Regroupement national sait où il va », *La Nation*, vol. 1, n° 6 (juin 1965), p. 3 ; Gustave Lamarche, « Pourquoi ma préférence au Ralliement national », *La Nation*, vol. 2, n° 3-4 (juillet 1966), p. 4.

<sup>93</sup> Aux élections provinciales de 1966, le Ralliement national recueillera 3,23 % des voix, alors que le RIN en obtiendra 5,55 %. Il est surprenant de constater le faible écart entre les deux partis, surtout en tenant compte du fait que le Ralliement national n'existe que depuis la fin de l'année 1964.

en particulier lorsqu'il est question de la gestion des ressources naturelles et de l'agriculture<sup>94</sup>.

Dans les pages de *La Nation*, les signatures de jeunes auteurs côtoient celles de militants plus âgés, qui respectent la ligne éditoriale traditionaliste dictée par le parti<sup>95</sup>. Toutefois, l'arrivée d'anciens militants créditistes, à la suite de la mise sur pied du Ralliement national en mars 1966, causera des tensions idéologiques importantes au sein du comité de rédaction. Des problèmes financiers feront également leur apparition après la défaite électorale du parti aux élections de juin 1966, ce qui causera des retards dans la publication des derniers numéros du journal en 1967 et 1968.

Ainsi, le début de la décennie 1960 est très difficile pour le réseau de la droite intellectuelle. Suite à la disparition de nombreuses revues d'orientation droitiste, les forces de droite se regroupent essentiellement autour de *L'Action nationale* et, dans une moindre mesure, autour de *La Nation*. Néanmoins, la droite intellectuelle arrive à un tournant de son histoire en raison d'une certaine radicalisation de son nationalisme politique. En effet, *L'Action nationale* défend les États associés, elle qui militait auparavant en faveur de l'obtention d'un statut particulier pour le Québec. Quant à *La Nation*, elle

---

<sup>94</sup> Roger Moreau, « Éditorial : La pieuvre fédérale dans l'agriculture », *La Nation*, vol. 1, n° 4 (avril 1965), p. 3; La rédaction, « Il appartient d'abord aux cultivateurs du Québec de nourrir la population québécoise », *La Nation*, vol. 1, n° 8 (septembre-octobre 1965), p. 3; Lucien Lessard, « Dans ses forêts, le Québécois est asservi par une caste que protège un gouvernement de Rois-Nègres », *La Nation*, vol. 1, n° 8 (septembre-octobre 1965), p. 5.

<sup>95</sup> Entre 1964 et 1965, les principaux animateurs de *La Nation* sont René Jutras (1922-1988), médecin et pédiatre de formation, ancien président de la région des Bois-Francs du RIN et président du Regroupement national entre 1964 et 1966; Lucien Lessard (1938-), directeur du journal *La Nation*, professeur de sciences sociales et de sciences politiques, fondateur du Conseil d'orientation économique de la Côte-Nord en 1965 ainsi que futur député et ministre du Parti québécois; Laurent Legault (1920-), ancien président du Ralliement créditiste du Québec et coprésident du Regroupement national à compter de 1966; Cécilien Pelchat (1933-), avocat et futur candidat péquiste dans Chauveau aux élections provinciales de 1973.

constitue la tribune de choix des militants indépendantistes de tendance traditionaliste, qui appuient sans réserve l'option de l'indépendance nationale de l'État québécois. La brève existence du Parti républicain et de son journal montre également que la droite indépendantiste demeure active durant la Révolution tranquille. Toutefois, il est clair que, durant cette période, les forces du mouvement indépendantiste se situent surtout dans le réseau associé à la gauche. C'est surtout au moment de la constitution du PQ en 1968 que l'on constatera l'étendue réelle du réseau indépendantiste de droite.

### **La droite intellectuelle face à l'essor du mouvement indépendantiste (1966-1968)**

La période 1966-1968 est un moment charnière dans l'histoire du mouvement indépendantiste québécois. D'abord, l'année 1966 est marquée par la victoire électorale des unionistes de Daniel Johnson. L'indépendance devient alors une option politique de plus en plus médiatisée, notamment avec le slogan de la campagne électorale de l'Union nationale « Égalité ou indépendance » et la présence de deux partis indépendantistes aux élections provinciales de 1966 : le RIN et le Ralliement national. L'arrivée du MSA, fondé en 1967 par René Lévesque et des dissidents du Parti libéral, tend également à montrer l'attrait croissant de l'option indépendantiste auprès de la population. La droite intellectuelle de cette période tente, quant à elle, de se reconstituer, à la suite de l'effondrement de son réseau survenu au début des années 1960. Prônant un nationalisme politique de plus en plus radical, de nombreux penseurs se tournent progressivement vers l'option de l'indépendance politique de l'État québécois.

Comme nous l'avons vu dans la section précédente, *L'Action nationale* redevient le noyau de la droite nationaliste au cours de la première moitié de la décennie 1960. Grâce à l'arrivée de nouveaux collaborateurs et à l'engagement du directeur de la revue, François-Albert Angers, l'organe de la Ligue d'action nationale a su demeurer une publication pertinente. Plusieurs éléments nous permettent de

constater la renaissance de l'organe de la Ligue d'action nationale durant cette période. On remarque, entre autres, que le nombre d'abonnés dépasse le cap des 5 000 en octobre 1967, alors qu'il oscillait autour de 400 en 1959, au moment où une crise idéologique majeure secouait la Ligue et sa revue<sup>96</sup>. Les éditoriaux de l'époque font également état de l'assainissement des finances, ce qui permet à la revue de présenter de nouvelles chroniques thématiques. Des donateurs généreux, en particulier des membres des Sociétés Saint-Jean-Baptiste, ont aussi permis à *L'Action nationale* de demeurer une publication totalement originale, en évitant à ses animateurs d'avoir recours à des articles repris d'autres revues<sup>97</sup>. Somme toute, les animateurs les plus influents avancent que c'est surtout grâce au dévouement de François-Albert Angers que la revue a su demeurer vivante et pertinente durant les années tumultueuses de la Révolution tranquille. Après plus de huit ans de règne, Angers décide toutefois de céder sa place de directeur afin de se consacrer entièrement à sa carrière d'économiste<sup>98</sup>. C'est le triumvirat composé de Jean Genest, Patrick Allen et Rosaire Morin qui entreprend de succéder à l'économiste réputé de l'École des hautes études commerciales (HEC), à l'automne 1967.

En 1966, la Ligue d'action nationale, en partenariat avec les Sociétés Saint-Jean-Baptiste, met en branle le projet de tenir des États généraux du Canada français<sup>99</sup>. Le but premier de ce projet est de consulter le peuple canadien-français sur son avenir constitutionnel

---

<sup>96</sup> Jean Genest, « Éditorial : Notre merci à Monsieur Angers », *L'Action nationale*, vol. LVII, n° 2 (octobre 1967), p. 102.

<sup>97</sup> Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, p. 183.

<sup>98</sup> François-Albert Angers, « Éditorial II : Pour préparer l'avenir », *L'Action nationale*, vol. LVII, n° 1 (septembre 1967), p. 11-13.

<sup>99</sup> Au sujet des États généraux du Canada français, voir les études suivantes : Michel Bock, *Comment un peuple oublie son nom : la crise identitaire franco-ontarienne et la presse française de Sudbury (1960-1975)*, Sudbury, Institut franco-ontarien et Éditions Prise de parole, 2001 ; Marcel Martel et Robert Choquette, *Les États généraux du Canada français, trente ans après : actes du colloque tenu à l'Université d'Ottawa les 5, 6 et 7 novembre 1997*, Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, 1998.

et sa place au sein de la fédération canadienne<sup>100</sup>. L'idée derrière ce vaste chantier a d'abord été formulée par des membres de la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste en 1961<sup>101</sup>. Bien que l'élite politique du Québec ait étudié la faisabilité de ce projet d'envergure en 1963, elle n'a jamais participé à sa conception et à sa réalisation, qui a été entièrement assumée par des membres de la société civile. Ce n'est qu'à partir de 1965 que *L'Action nationale* s'intéresse à ce projet, qui sera mis en chantier l'année suivante<sup>102</sup>.

Ainsi, en novembre 1966 se tiennent les Assises préliminaires des États généraux, dans le but de préparer les différents thèmes qui seront discutés durant les assises ultérieures. C'est en novembre 1967 que se tiennent les Assises nationales qui réunissent 1 623 délégués et 436 observateurs, dont 364 délégués représentant les francophones vivant à l'extérieur du Québec<sup>103</sup>. Durant ces réunions, des représentants issus de toutes les régions du Canada et de la plupart des strates de la société civile participent aux discussions, qui visent à comprendre les besoins de la nation canadienne-française à l'orée du centenaire de la Confédération. De grande envergure, les débats et les résultats de ces réunions sont retranscrits intégralement dans les numéros de *L'Action nationale*. Au terme de ces travaux, les États généraux du Canada français concluent que :

- 1- Les Canadiens français constituent une Nation.
- 2- Le Québec constitue le territoire national et le milieu politique fondamental de cette nation.
- 3- La nation canadienne-française a le droit de disposer d'elle-même et de choisir librement le régime politique sous lequel elle entend vivre.

---

<sup>100</sup> François-Albert Angers, « Éditorial : L'œuvre des États généraux », *L'Action nationale*, vol. LVII, n° 3-4 (novembre-décembre 1967), p. 209-212.

<sup>101</sup> Marcel Martel, *Le deuil d'un pays imaginé : rêves, luttes et déroute du Canada français : les rapports entre le Québec et la francophonie canadienne, 1867-1975*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1997, p. 148.

<sup>102</sup> « L'origine des États généraux en France », *L'Action nationale*, vol. LV, n° 4 (décembre 1965), p. 505-510.

<sup>103</sup> Martel, *Le deuil d'un pays imaginé*, p. 154.

Les auteurs de *L'Action nationale* affirment que ces résultats « expriment la conscience d'un peuple » qui, selon toute vraisemblance, est prêt à déterminer lui-même son avenir constitutionnel<sup>104</sup>. En ce sens, les États généraux du Canada français constitueraient la preuve que la nation canadienne-française est prête pour l'indépendance. Le Québec représenterait ainsi le territoire national et politique du peuple canadien-français<sup>105</sup>.

À partir de 1968, *L'Action nationale* adopte donc une position favorable à l'indépendance du Québec, en phase avec les conclusions des travaux des États généraux<sup>106</sup>. Selon nous, cette prise de position clôt la fin d'un cycle qui a vu la revue se tourner vers un nationalisme politique depuis les années 1950. Alors que ses collaborateurs revendiquaient un statut particulier pour le Québec à la fin des années 1950, ils se sont positionnés en faveur de la formule des États associés au début des années 1960. À la suite de l'adoption de l'indépendantisme comme option politique privilégiée, les forces intellectuelles de droite viennent de franchir une nouvelle étape dans leur engagement militant. Bien que d'autres événements aient amené *L'Action nationale* à flirter avec l'idéal indépendantiste au milieu des années 1960, ce sont les États généraux qui ont conduit l'organe de la Ligue à se

<sup>104</sup> Jean Genest, « Éditorial : Les États généraux », *L'Action nationale*, vol. LVII, n° 5 (janvier 1968), p. 487-502.

<sup>105</sup> Toutefois, cette conclusion officielle a pour conséquence l'abandon des minorités francophones hors Québec, devenus dès lors des « *dead ducks* », comme les surnommait plus tard René Lévesque.

<sup>106</sup> Entre 1965 et 1967, *L'Action nationale* envisage à plusieurs reprises la possibilité d'adhérer complètement à l'idéal indépendantiste, notamment dans les articles suivants : Le directeur [François-Albert Angers], « Éditorial : Qu'espérons-nous ? De quoi désespérons-nous ? », *L'Action nationale*, vol. LV, n° 5 (janvier 1966), p. 525-533 ; Le directeur [François-Albert Angers], « Éditorial : Fêtons-nous le centenaire ? », *L'Action nationale*, vol. LV, n° 9-10 (mai-juin 1966), p. 1011-1020 ; Le directeur [François-Albert Angers], « La marche vers l'indépendance », *L'Action nationale*, vol. LVI, n° 2 (octobre 1966), p. 105-113. Il est intéressant de noter que ces tiraillements idéologiques s'attireront des réprimandes de la part de certains groupes de la gauche radicale. Ainsi, des membres de *Parti pris* demanderont que *L'Action nationale* prenne position une fois pour toutes sur la question de l'indépendance du Québec.

déclarer en faveur de l'indépendance nationale du Québec, une option qu'elle défend encore de nos jours<sup>107</sup>.

Enfin, soulignons que *L'Action nationale* adopte une position ambiguë concernant le MSA, fondé par René Lévesque. Elle se montre d'abord méfiante à l'égard du projet de l'ancienne vedette du Parti libéral, jugeant que ses théories politiques sont assez peu développées et imprécises. Certains auteurs critiqueront le programme de Lévesque et mettront en doute sa conception des États associés<sup>108</sup>. Malgré un certain intérêt concernant le projet de fusion des forces indépendantistes, la revue ne se montrera pas favorable à une possible union entre la Ligue d'action nationale et le MSA. Cependant, la revue soutiendra ouvertement le Parti québécois, notamment en ce qui concerne les politiques linguistiques défendues par les péquistes au début des années 1970 ainsi qu'aux élections provinciales de 1976<sup>109</sup>.

Du côté de *La Nation*, la période 1966-1968 est marquée par la fusion du Regroupement national avec l'aile indépendantiste du

---

<sup>107</sup> Notamment, les travaux de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, qui semblent montrer que les visées à long terme de la nation canadienne-française sont fondamentalement incompatibles avec celles de la nation canadienne-anglaise. À l'approche du centenaire de la Confédération, il apparaît clairement que les deux nations coexistent dans une indifférence relative. Certains auteurs de *L'Action nationale* se demandent alors si la nation canadienne-française a vraiment intérêt à demeurer au sein d'une fédération canadienne « sans âme ». La visite du général de Gaulle à l'été 1967 incitera les auteurs de la revue à considérer sérieusement l'idée de l'indépendance du Québec, qui reçoit alors l'appui d'un chef d'État de grande envergure. Les déclarations du général de Gaulle seront reçues avec enthousiasme dans les rangs de la Ligue d'action nationale. À ce sujet, voir Angers, « Éditorial : Fêtons-nous le centenaire? » ; François-Albert Angers, « Éditorial I », *L'Action nationale*, vol. LVII, n° 1 (septembre 1967), p. 1-10.

<sup>108</sup> Fernand Potvin, « Option Québec », *L'Action nationale*, vol. LVII, n° 8 (avril 1968), p. 673-677.

<sup>109</sup> François-Albert Angers, « La bataille de la langue – IV : le cas René Lévesque », *L'Action nationale*, vol. LX, n° 2 (octobre 1970), p. 107-118 ; François-Albert Angers, « La bataille de la langue – VII : le cas René Lévesque – II », *L'Action nationale*, vol. LX, n° 3 (novembre 1970), p. 187-198 ; François-Albert Angers, « La bataille de la langue – VIII : la solution René Lévesque », *L'Action nationale*, vol. LX, n° 5 (janvier 1971), p. 381-390.

Ralliement créditiste, qui forme le nouveau Ralliement national à partir de mars 1966. Comme le souligne l'historienne Janie Normand, « ce parti allie principalement une économie créditiste, une idéologie politique dite démocrate-chrétienne et un statut d'État associé pour le Québec<sup>110</sup> ». Malgré cette transformation, le parti conserve *La Nation* comme organe de diffusion officielle. Au printemps 1966, la direction du journal est confiée à Fernand Bourret, un ancien militant créditiste et futur président du Ralliement national, qui aura une grande influence sur l'orientation de la ligne éditoriale du périodique<sup>111</sup>. Autrefois ouvert aux opinions et aux idées des membres du parti, le journal se réoriente et tend à préconiser l'idéologie créditiste, ce qui provoquera des querelles entre le camp de Fernand Bourret et celui des anciens membres du Regroupement national, à partir de 1967<sup>112</sup>.

Entre 1966 et 1968, *La Nation* continue de prôner des principes et des valeurs issus du traditionalisme. Ainsi, le journal croit toujours à l'importance de la religion dans la société québécoise, une prise de position qui le distingue des autres publications de droite de l'époque qui ont, pour la plupart, écarté cet aspect de leur discours officiel<sup>113</sup>. Cette conception traditionnelle de la société, basée sur la religion catholique, imprègne sa vision du système d'éducation confessionnel ainsi que les mesures sociales à adopter au niveau étatique en vue d'aider les classes les plus démunies de la société. Toutefois, le journal insiste sur la nécessaire laïcité de l'État québécois, afin que soient séparés les pouvoirs politique et religieux<sup>114</sup>.

---

<sup>110</sup> Normand, *L'indépendance à droite*, p. 77.

<sup>111</sup> *Ibid.*, p. 87.

<sup>112</sup> Le dépouillement des numéros de *La Nation* parus entre 1966 et 1968 nous montre que le camp créditiste compte sur l'appui de plusieurs dizaines de collaborateurs temporaires, qui n'écrivent qu'un seul article avant de s'éclipser. Ce stratagème permet aux anciens créditistes d'avoir une certaine visibilité et la mainmise sur l'orientation générale du journal.

<sup>113</sup> J. Tremblay, « L'Église et le nationalisme », *La Nation*, vol. 2, n° 3-4 (juillet 1966), p. 5-6; Gustave Lamarche, « L'Église et les indépendances », *La Nation*, vol. 3, n° 1 (décembre 1967), p. 4-5.

<sup>114</sup> Normand, *L'indépendance à droite*, p. 174.

*La Nation* milite toujours en faveur de l'indépendance nationale du Québec, en vertu du fait que les Québécois forment une nation, qui se définit comme « un groupe d'hommes parlant la même langue, habitant un même territoire, possédant un vouloir-vivre collectif et qui souvent, pratique la même religion<sup>115</sup> ». Cette réalité sociologique permettrait ainsi aux Québécois de revendiquer leur droit à l'auto-détermination. Les collaborateurs du journal donnent également de la nation une définition humaniste, qui met l'accent sur les besoins de l'individu (accès à un logement décent, universalité des soins de santé, mesures de sécurité sociale, assurance-chômage, etc.)<sup>116</sup>. Enfin, ces auteurs considèrent que le système démocratique de style républicain est le mieux adapté au respect des droits de la personne et des préceptes de la religion catholique<sup>117</sup>. La constitution du Ralliement national, publiée 1966, énonce bien ces principes de base :

Le Ralliement national assume la mission de promouvoir une saine administration politique, de faire l'éducation économique et l'action politique de toute la population en vue de l'avènement d'un gouvernement souverainiste national garantissant à la Nation québécoise les pleins pouvoirs politiques et économiques dans une forme qui respectera la liberté et la dignité de la personne humaine, et ayant comme langue officielle le français<sup>118</sup>.

Il est également important d'aborder la question de la fusion entre le Ralliement national et le MSA de René Lévesque, qui survient en octobre 1968. En fait, les négociations en vue de fusionner les deux partis sont enclenchées un mois après la fondation du MSA, en novembre 1967<sup>119</sup>. Le RIN se joint lui aussi au processus afin de

<sup>115</sup> Ralliement national, *Les buts, les principes, les politiques du Ralliement national*, Montréal, 1966, p. 9.

<sup>116</sup> « Le programme du Ralliement national », *La Nation*, édition spéciale (mai 1966), p. 4-5 ; Charles-Eugène Landry, « Qui l'économie doit-elle servir ? », *La Nation*, vol. 2, n° 11 (mars 1967), p. 11.

<sup>117</sup> Marcel Chaput, « Québec deviendra une république », *La Nation*, vol. 2, n° 12 (juin 1967), p. 5-6.

<sup>118</sup> Normand, *L'indépendance à droite*, p. 125.

<sup>119</sup> Pierre Godin, *René Lévesque : héros malgré lui (1960-1976)*, Montréal, Éditions du Boréal, 1997, p. 374-376.

créer une coalition des forces indépendantistes, mais s'en écarte quelques mois plus tard. En août 1968, le MSA et le RN s'entendent sur des objectifs fondamentaux communs : « [L]a création d'un État souverain de langue française [...] l'instauration d'une démocratie électorale, économique, sociale et culturelle [...] la mise sur pied d'un partenariat économique avec le reste du Canada<sup>120</sup>. » Par la suite, les deux partis encourageront leurs membres à s'unir afin de fonder le nouveau parti politique.

Ce processus de fusion se termine en octobre 1968, lors du congrès de fondation du PQ. Il est à noter que la fusion du MSA et du Ralliement national était stratégiquement importante, puisqu'elle permettait à Lévesque de compter sur une base militante ancrée dans les régions, alors que la base militante du MSA était surtout située à Montréal et en milieu urbain<sup>121</sup>. Comme le souligne Éric Bédard, l'union des deux groupes a permis au PQ de trouver des échos favorables à ses projets dans les régions rurales du Québec, qui étaient autrefois les chasses gardées de l'Union nationale<sup>122</sup>. La mise sur pied de cette coalition indépendantiste, qui unit les traditionalistes du Ralliement national et les sociodémocrates du MSA, représente, selon nous, le point de départ d'un cycle marqué par la convergence des forces indépendantistes au sein du PQ. Ce processus se poursuivra durant les mois et les années suivantes, notamment avec l'intégration des membres du RIN au sein du PQ et la convergence de plusieurs associations et regroupements nationalistes qui appuieront le parti de René Lévesque au cours des années 1970 et 1980.

## Conclusion

Quel portrait peut-on tirer du réseau de la droite intellectuelle de la période 1957-1968 et de ses rapports avec la question de l'indé-

---

<sup>120</sup> Normand, *L'indépendance à droite*, p. 160.

<sup>121</sup> Vera Murray, *Le Parti québécois : de la fondation à la prise du pouvoir*, Montréal, Hurtubise HMH, 1976, p. 31-35.

<sup>122</sup> Bédard, « René Lévesque et l'alliance avec les "bleus" ».

pendance du Québec? Il est clair que, contrairement à la gauche intellectuelle des années 1960, la droite a entretenu des rapports beaucoup plus complexes avec l'idéal indépendantiste. Alors que seule *Laurentie* affichait clairement son soutien à cette option à la fin des années 1950 et au début des années 1960, les revues nationalistes appuyaient l'idée d'indépendance à mots couverts, tout en redoutant les répercussions économiques néfastes que risquait d'engendrer la sécession du Québec.

Avec l'éparpillement des forces de droite dans les premières années de la Révolution tranquille, l'idéal indépendantiste semble surtout se retrouver au sein des groupes socialistes tels que *Parti pris* ou *L'Indépendance*. Le rassemblement des forces de droite au sein de *L'Action nationale* et la fondation du *Républicain* et de *La Nation* au milieu de la décennie 1960 correspondent au moment où la droite intellectuelle réagit à ce phénomène de réappropriation idéologique ainsi qu'aux différents événements qui tendent à suggérer l'échec relatif d'un fédéralisme canadien fondé sur le bilinguisme et le biculturalisme.

À l'issue des travaux des États généraux du Canada français, la droite intellectuelle prend conscience que la société civile canadienne-française estime qu'elle est avant tout rattachée, politiquement et culturellement, au Québec plutôt qu'au Canada. Cet état de fait constituera l'un des éléments fondamentaux qui pousseront le réseau intellectuel à se tourner vers l'option indépendantiste, qui est alors en harmonie avec l'évolution historique de la nation canadienne-française. Les lourdes pertes enregistrées dans ses effectifs et la diminution de son niveau d'influence durant la première moitié des années 1960 ont également amené le réseau à se rapprocher des idéaux de la souveraineté politique, afin de pouvoir répondre au discours révolutionnaire de la gauche radicale. Ainsi, durant un peu plus d'une décennie, le nationalisme politique de la droite intellectuelle s'est raffermi au point de favoriser l'option indépendantiste.

Il nous apparaît clairement que certaines des idées développées au sein de ce réseau ont eu une influence majeure sur l'évolution du mouvement indépendantiste. Plus précisément, nous croyons que

plusieurs des fondements idéologiques originaux du PQ proviennent des théories et des discours formulés par les intellectuels du réseau droitiste des années 1950 et 1960<sup>123</sup>. En ce sens, le programme officiel du PQ de 1970 constitue un exemple frappant de ce phénomène de récupération idéologique. Nombre des dispositions qui sont énoncées dans ce programme s'inscrivent dans le prolongement idéologique du réseau intellectuel que nous avons étudié<sup>124</sup>. L'élément qui caractérise le mieux ce phénomène est la fameuse formule des États associés, qui a été reprise par René Lévesque durant la décennie de 1970 et lors du référendum de 1980<sup>125</sup> et qui avait été défendue auparavant par les collaborateurs de *Tradition et progrès*, de *L'Action nationale* et de *La Nation*, à la fin des années 1950 et au cours des années 1960. La constitution d'un État québécois indépendant, associé économiquement au reste du Canada, est aussi une idée issue des théories des intellectuels nationalistes de droite, qui redoutaient les conséquences financières advenant la séparation complète du Québec.

Selon nous, le PQ est grandement redevable du travail effectué par les militants et les intellectuels nationalistes et indépendantistes des années 1950 et 1960. Pourtant, les spécialistes ont rarement souligné l'importante contribution de ces précurseurs dans les succès du PQ, notamment dans la démystification et la médiatisation de l'option indépendantiste au cours des années 1960. Notre analyse montre que la droite a joué un rôle majeur dans le rassemblement des forces indépendantistes au sein du PQ en 1968<sup>126</sup>. L'aile droite

---

<sup>123</sup> Il est également important de souligner que Lévesque avait une conception plutôt conservatrice de la nation québécoise. À ce sujet, voir Xavier Gélinas, « Notes sur René Lévesque et le traditionalisme canadien-français », dans Stefanescu (dir.), *René Lévesque : mythes et réalités*, p. 37-49.

<sup>124</sup> Parmi ces idées phares issues de la droite, notons l'importance du français, considéré comme seule langue officielle au Québec, le respect du passé et des traditions culturelles ainsi que la primauté du droit à l'autodétermination des peuples.

<sup>125</sup> *La solution : le programme du Parti québécois présenté par René Lévesque*, Montréal, Les Éditions du Jour, 1970.

<sup>126</sup> À ce sujet, voir Bédard, « René Lévesque et l'alliance avec les "bleus" ».

---

du parti, rassemblée autour des anciens membres du Ralliement national, a été en mesure de séduire un électorat régional et rural, autrefois associé à l'Union nationale. En ce sens, il serait intéressant que les spécialistes d'histoire politique se penchent sur l'influence de l'aile droite du PQ dans les activités et les orientations du parti durant la décennie 1970 et 1980. Cela permettrait d'examiner d'un nouvel œil l'histoire du parti fondé par René Lévesque, qui a longtemps été perçu comme une coalition progressiste dénuée de toute attache conservatrice.